

Au-delà de la crise budgétaire péquiste

Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank et Immanuel Wallerstein, *La crise, quelle crise? Dynamique de la crise mondiale*, Paris, Coll. Textes à l'appui, Librairie François Maspero, 1982, 244 p.

Gilles Dostaler (éd.), *La crise économique et sa gestion*, Actes du colloque de l'Association d'économie politique (Université du Québec à Montréal, 25-26 septembre 1981), Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1982, 256 p.

Raymond Hudon

Number 3, Winter 1983

La crise des finances publiques au Québec

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040421ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040421ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)

1918-6584 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Hudon, R. (1983). Review of [Au-delà de la crise budgétaire péquiste / Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank et Immanuel Wallerstein, *La crise, quelle crise? Dynamique de la crise mondiale*, Paris, Coll. Textes à l'appui, Librairie François Maspero, 1982, 244 p. / Gilles Dostaler (éd.), *La crise économique et sa gestion*, Actes du colloque de l'Association d'économie politique (Université du Québec à Montréal, 25-26 septembre 1981), Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1982, 256 p.] *Politique*, (3), 131–141. <https://doi.org/10.7202/040421ar>

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 1983

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Au-delà de la crise budgétaire péquiste

Raymond Hudon
Université Laval

Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank et Immanuel Wallerstein, *La crise, quelle crise? Dynamique de la crise mondiale*, Paris, Coll. Textes à l'appui, Librairie François Maspero, 1982, 244 p.

Gilles Dostaler (ed.), *La crise économique et sa gestion*, Actes du colloque de l'Association d'économie politique (Université du Québec à Montréal, 25-26 septembre 1981), Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1982, 256 p.

Pour employer les termes de Gilles Dostaler (60) dans *La crise économique et sa gestion* (désormais, *CEG*), «seules quelques irréductibles nient désormais» que les difficultés économiques actuelles découlent «d'une crise structurelle profonde, la seconde du siècle, dans laquelle l'ensemble du monde capitaliste s'enfoncé depuis la fin des années soixante». Toutefois, il faut bien reconnaître que des désaccords marqués subsistent «sur le diagnostic de la situation». Malgré des problématiques diverses, les participants au colloque dont *CEG* contient les actes se rencontrent au moins sur un point: il s'impose de montrer les insuffisances et inexactitudes des analyses réalisées et des solutions proposées par ceux que Sid Ingerman présente successivement (45-51) comme «les monétaristes» tenants du laisser-faire, «les rafistoleurs keynésiens» qui se déclarent dispo-

sés à accorder « un rôle superficiel » à l'État en matière de politique économique, et « les interventionnistes post keynésiens ».

Désignant régulièrement la lutte à l'inflation comme une voie privilégiée de l'éventuelle sortie de crise, la logique monétariste fixe comme objectif de « casser les attentes ou anticipations ». Selon Olivia Élias, il se révèle alors approprié de souligner (*CEG*, 181) que « faute de tenir compte des différents facteurs qui alimentent la demande de crédit, la politique monétariste s'avère non seulement impuissante à résoudre la crise et à contrôler l'inflation, mais [qu'] elle aboutit, en définitive, à accentuer les problèmes à l'origine de la situation ». En ce sens, Jean-Guy Loranger commente (*CEG*, 196-197) « ce n'est certainement pas en plongeant l'économie nationale (ou internationale) dans une dépression majeure qu'on va résoudre le problème de l'inflation, à moins que ce soit là l'occasion de révolutionner la structure économique et financière d'un pays ».

Le rythme infernal des fermetures d'entreprises industrielles et commerciales rend grandement plausible le scénario esquissé par Loranger. Il faut toutefois rappeler que ces fermetures se retrouvent au cœur des vagues successives de l'histoire du développement capitaliste. On se trouve ainsi amené à reconnaître avec Brian Barton (*CEG*, 147) que ces fermetures peuvent « servir comme une arme utilisée consciemment par le capital dans sa stratégie de développement à long terme, et ce, indépendamment de la crise ». Les ponctions monétaristes, défendues au nom d'une thérapie de crise, accélèrent indubitablement le processus en s'ajoutant à « la logique implacable du système capitaliste » dont parle Loranger (*CEG*, 190): « Pour empêcher une dévalorisation de la monnaie, il faudrait dévaloriser une certaine quantité de pseudo-monnaie, en mettant en faillite les affaires non rentables. »

Le nombre grandissant des fermetures d'entreprises freine évidemment la croissance, pourtant requise, des débouchés. Dans ces conditions, les politiques de contrôle des revenus trouvent assez facilement preneur, car l'on assume que l'accroissement des taux de profit assurerait la relance et que la décélération des hausses salariales améliorerait la capacité concurrentielle. La réclamation de telles politiques de contrôle est aussi couramment accompagnée de dénonciations des programmes de soutien au revenu qui, estime-t-on, exercent une pression à la hausse sur les salaires. En effet, ne dit-on pas explicitement que « si le travailleur peut obtenir des revenus d'autres sources que du travail, par exemple des programmes d'aide sociale ou d'assurance-chômage, à revenu égal ou semblable, les individus choisiront généralement de ne pas travailler et de profiter plutôt de loisirs rémunérés » (*CEG*, 78)? Ce sont des « mythes » semblables, sur lesquels on fait reposer des plans dont le cynisme n'a d'égal que l'importance des intérêts au service desquels on les place, que Diane Bellemare et Lise Poulin-Simon cherchent à détruire en utilisant les données d'un sondage réalisé auprès des travailleurs québécois.

Les politiques salariales et sociales avancées pour présumément juguler la crise actuelle permettent de spécifier celle-ci par rapport à la dépression des années trente. Comme le souligne Benjamin Coriat (*CEG*, 140), « si le 'New Deal' des années 1930, avec son double volet industriel et 'social', peut être analysé comme produit et condition de l'affirmation et du développement d'un nouveau schéma d'accumulation du capital, celui basé sur la production de masse — rien, à ce niveau, de comparable n'est porté par les politiques développées à l'occasion de la crise actuelle ». Il faut de plus bien noter avec Paul M. Sweezy (*CEG*, 36) que si « les décennies des années trente et soixante-dix ont toutes deux été caractérisées par la stagnation économique, [...] il existe toutefois une importante

différence entre les deux. De 1930 à 1939, les prix à la consommation avaient diminué de 16,8% alors que de 1970 à 1979, ils ont augmenté de 86,9%. La stagnation n'est certes pas un phénomène nouveau, mais la stagflation par contre l'est. » En fin de compte, on doit bien constater avec Robert Boyer (*CEG*, 25) que « la crise actuelle trouve son origine dans le divorce entre un niveau du taux de profit, trop bas, et la poursuite d'une croissance des débouchés de moyens de consommation, impulsée par le rapport salarial ».

On peut donc souligner, comme le fait Boyer (*CEG*, 29), que « d'un strict point de vue économique, l'austérité salariale détruit le moteur même de la croissance antérieure sans lui trouver de substitut, compte tenu de la difficulté qu'un pays rencontre en période de crise mondiale, à infléchir, en l'*améliorant*, sa place dans la division internationale du travail ». Michael J. Piore (*CEG*, 116-117) rappelle cependant, tout à fait correctement, que bon nombre d'économistes, « surtout ceux qui ont peu d'expérience directe des relations ouvrières-patronales, ont tendance à penser que le problème [la crise] est causé par les hauts salaires que les syndicats ont réussi à imposer à l'industrie américaine ». Il se révèle dès lors approprié de faire ressortir que « les salaires ne semblent toutefois pas être la principale préoccupation des hommes d'affaires américains en matière de relations de travail » ; les inquiétudes apparaîtraient bien plutôt liées « aux restrictions imposées par les syndicats qui les empêchent d'organiser la production de manière efficace ».

Cette réaction anti-syndicale, qui s'affermit, permet de concevoir, en empruntant à Olivia Élias (*CEG*, 178), que « la crise n'apparaît pas seulement économique mais sociale et politique ». Évidemment, pour le plus grand nombre, la dimension politique de la crise transparait principalement à travers les attaques soutenues contre les interventions de l'État.

Ces attaques s'articulent particulièrement sur un programme de privatisation qui, tel que caractérisé par Jack Weldon (*CEG*, 203-205), « reprendrait au secteur public les activités économiques de production et de redistribution », soit en les éliminant, soit en les transférant « au secteur privé, c'est-à-dire aux marchés ». Ce programme de privatisation ne pourrait bien sûr pas verser dans un absolutisme que même un Milton Friedman n'ose pas défendre en concédant qu'« il faut s'occuper des fous, car le marché libre n'est pas en mesure de s'en occuper » ! En poussant plus loin l'analyse, on est bien forcé de réaliser que la privatisation est « fondée sur un mythe ». En effet, « l'État forgé par le président Reagan ou par Madame Thatcher sera sans doute différent de celui présidé par François Mitterand, mais cette différence ne se manifesterait pas par des changements dans la taille des divers appareils d'État ».

Les *transferts* effectués des programmes sociaux aux programmes militaires font déjà voir avec éclat que c'est finalement beaucoup plus la nature des interventions de l'État et des objectifs qu'elles sous-tendent qui se trouve en cause. À l'échelle plus modeste du Québec, Pierre Beaulne (*CEG*, 211) peut ainsi affirmer qu'« avec l'approfondissement de la crise du capitalisme, l'État s'engage de plus en plus résolument dans une politique de décroissance des secteurs publics ». Il lui faut cependant préciser immédiatement que « cette politique comporte deux volets : une réduction en termes réels des ressources collectives consacrées à l'éducation et à la santé, d'une part, et une réorientation des activités, d'autre part ». Beaulne *décrit* assez nettement les opérations québécoises liées au premier volet pour suggérer implicitement que les problèmes financiers de l'État québécois tiennent au laxisme ou aux calculs erronés des gouvernements libéral et péquiste au cours de la dernière décennie. Il aurait été et demeure souhaitable que l'analyse du deuxième volet, la réorientation des activités, soit

entreprise; dans un tel cas, une attention particulière devrait sans aucun doute être accordée aux transformations qui sont en train de marquer l'organisation du fédéralisme canadien!

On éprouve somme toute peu de difficultés à convenir avec Vincent Dagenais (*CEG*, 159) que «la crise actuelle nous confronte à un formidable redéploiement de la domination du capital sur le travail». Les actions des États nationaux montrent avec force cette nouvelle offensive. C'est cependant avec conviction que les auteurs de *La crise, quelle crise?* (désormais *CQC*) affirment (8) l'impossibilité de «faire une analyse pertinente pays par pays sans replacer l'évolution de leurs politiques internes dans le cadre de la division du travail à l'échelle mondiale». Ainsi que le fait remarquer André Gunder Frank (*CQC*, 126), le combat contre l'inflation, qui «est censée provenir de dépenses publiques et de revendications salariales excessives», trouve ses justifications *surtout* dans les raisons suivantes: «elle nous rend vulnérables sur le marché mondial, restreint notre capacité d'exportation et donc crée du chômage.» Et Frank (*CQC*, 139) poursuit: «Ce n'est plus la demande effective s'exprimant sur le marché national qui détermine la production nationale, mais celle qui s'exprime sur le marché mondial. Aussi n'y a-t-il aucune raison de hausser les salaires des producteurs directs, dans la mesure où ils ne sont pas susceptibles d'acheter les biens qu'ils produisent.»

En conséquence, il se révèle pertinent de joindre Samir Amin (*CQC*, 187) pour poser que «l'aspect principal de la crise actuelle est d'être une crise de la division internationale du travail, c'est-à-dire une crise des rapports Nord/Sud, une crise du système impérialiste». Il est clair que «ce point de vue s'oppose à celui qui voit l'origine et l'aspect principal de la crise dans les rapports internes capital/travail propres aux pays capitalistes avancés». Il convient dès lors de concevoir, comme le propose Immanuel Wallerstein (*CQC*, 16-17), que «l'écono-

mie-monde repose sur une hiérarchisation géographique, où il existe une corrélation entre le degré d'intensité capitalistique du procès de production dans certains pays, le niveau de salaires réels des travailleurs non spécialisés, et la part de la population qui contrôle le 'capital humain' (mais pas forcément le capital réel) et dispose des revenus moyens et supérieurs». Comme le niveau de cette corrélation se trouve différent selon qu'on l'observe au centre, à la semi-périphérie ou à la périphérie du système mondial, trois types d'ajustement se révèlent envisageables: «la localisation d'activités de production spécifiques, le niveau de rémunération (salaire des ouvriers, nombre de personnes tirant leurs revenus de leur 'capital humain') et la taille globale de l'économie-monde.»

La localisation-délocalisation des activités de production trouve sa traduction, selon les termes de Giovanni Arrighi (*CQC*, 79), dans le « fait que l'investissement direct est devenu, de préférence aux échanges commerciaux, le véhicule primordial de la concurrence oligopolistique mondiale». Ce qui « signifie simplement que les entreprises capitalistes de pointe qui opèrent dans les secteurs dynamiques de l'économie-monde parviennent à renforcer leur avantage concurrentiel — et à en tirer profit — non par une augmentation du volume de production de leurs implantations initiales, mais par la mise en place d'un réseau complexe et *organisé* de leurs activités de production et de services *par-dessus* les frontières nationales». Toujours selon Arrighi (*CQC*, 89-91), cette orientation a entraîné une « réduction progressive du PNM [pouvoir de négociation de la main-d'œuvre sur le marché du travail] ». Perversement, « l'immigration du travail à laquelle ont eu recours la plupart des régions du centre, non seulement pour accroître leur offre de travail sur le marché, mais aussi et surtout pour reproduire la mainmise du capital dans la production » eut pour effet de stimuler le PNLT (pouvoir de négociation de la

main-d'œuvre sur le lieu de travail). Dans ces conditions, l'organisation de la production à l'échelle transnationale fut perçue comme une façon de procurer « au capital une panoplie plus variée de possibilités de recruter une main-d'œuvre plus compétitive et en même temps de briser les concentrations locales de forces de travail ». En un sens, « on peut interpréter le développement du capital à l'échelle transnationale comme un moyen de restaurer le profit de la production capitaliste que la croissance du PNL du travail avait remis en cause ».

Comme cette expansion transnationale du capital s'est réalisée avec plus d'ampleur sous hégémonie américaine, elle a produit l'extension à l'échelle mondiale « des pratiques qualifiées habituellement de taylorisme et de fordisme ». C'est donc avec justesse que Giovanni Arrighi (*CQC*, 62) souligne que « l'hégémonie américaine n'a pas seulement transformé la relation historique entre le système interétatique et l'économie-monde ou entre le commerce et l'investissement au niveau mondial. Elle a également permis l'extension à d'autres pays de la révolution des relations industrielles et sociales qui s'était déjà produite aux États-Unis dans la première moitié du siècle, avec une ampleur et des succès limités. »

La fin des années soixante devait cependant marquer « la fin de l'ère de gloire des États-Unis — ère d'hégémonie mondiale brève mais fulgurante ». Wallerstein (*CQC*, 41) soutient toutefois qu'« il ne faut pas, malgré tout, pécher par outrance. Les États-Unis ne sont pas une puissance économique du passé. » Il faut par ailleurs noter que « leur force n'est plus suffisante pour que l'on puisse parler encore d'hégémonie, et [qu'] ils n'ont plus la capacité d'imposer leur volonté politique ». Le « déclin » américain n'est vraisemblablement pas dû à une force renouvelée du système soviétique dont « c'est la faiblesse même », pour reprendre l'expression d'Amin (*CQC*, 211), « qui le conduit à l'agressivité » ! Selon l'évaluation de ce der-

nier (*CQC*, 228), la crise actuelle « n'est pas seulement une crise économique des pays capitalistes avancés, ni même seulement une crise de la DIT Nord/Sud. C'est aussi la crise de deux hégémonismes; celui des États-Unis sur le déclin (même si ce déclin est théoriquement réversible) et celui de l'URSS, aux prises avec l'aspiration des peuples de l'Europe de l'Est, et apparemment incapable de surmonter les faiblesses inhérentes au système étatiste. » Dans de telles conditions il peut se révéler « rassurant » de poser que « la crise contemporaine s'inscrit dans la longue transition du capitalisme au socialisme » !

Une observation sommaire des luttes politiques récentes oblige cependant à constater, à la suite de Frank (*CQC*, 162), que « la mobilisation sociale la plus puissante à l'Ouest, au Sud et à l'Est s'est faite sous les bannières ethnique, nationaliste et religieuse; nombre de ces mouvements sont l'expression d'une résistance aux ordres capitaliste et socialiste actuels et à leurs tentatives de rationalisation. Le régionalisme ethnique et les mouvements nationalistes ont réussi à mobiliser plus de gens et à exprimer un mécontentement plus fort à l'égard de la situation économique que toute autre opposition 'économique' ou 'politique' au statu quo. » C'est vraisemblablement cette réalité qui incite Amin (*CQC*, 227) à estimer que « l'enjeu actuel n'est donc pas 'internationalisme' (assimilé à condition du socialisme) ou 'nationalisme' (assimilé à expression du 'capitalisme') ». Selon lui, « il serait même possible [...], sans jeu de mots, de parler de « nationalisme prolétarien » et d'« internationalisme bourgeois » ! Wallerstein (*CQC*, 55) semble résigné à tirer la ligne en estimant que « la question clé ne serait donc pas de savoir si le « nationalisme » est compatible avec le 'socialisme', mais quelle sorte de 'nationalisme' est compatible avec la création d'un ordre socialiste mondial doté d'une structure politique unifiée ».

Un mouvement d'opposition «socialiste», même pensé internationalement, ne serait-il effectivement possible qu'en se soumettant à l'action «nationaliste»? Pareille stratégie comporte l'avantage indéniable de rejoindre le cœur de l'argumentation capitaliste actuelle sur les «programmes» de sortie de crise; elle risque tout de même de lui être simplement modulée et éventuellement subordonnée. Les discours respectivement d'un Trudeau qui articule sa promotion d'une nouvelle politique nationale à l'acceptation forcée de sa politique des six et cinq pour cent et d'un Lévesque qui relie l'implantation d'une nouvelle société à la réduction décrétée des revenus des travailleurs du secteur étatique illustrent éloquemment que l'appropriation des aspirations nationales n'est pas exclusive à la gauche. Semblables directions politiques rendent au moins plausible l'évocation par Frank (*CQC*, 128) d'une «relance de l'investissement et de la technologie [fondée] sur une défaite des travailleurs de la même ampleur que celle des années trente».

Placé devant une telle éventualité, Marcel Pepin (*CEG*, 237-238) estime que la solution réside dans «l'organisation du peuple». Cette voie semble tout de même peu assurée et grandement aléatoire si l'on prend note de ce qu'il ajoute: «Il faut reconnaître qu'il ne sera pas facile de sortir de la crise, mais je voudrais que nous puissions nous organiser pour en sortir à notre façon, à l'avantage de travailleurs et des classes populaires.» Conditionnelle, l'invitation de Pepin a quand même des allures de vœu désespéré, particulièrement si elle est juxtaposée à l'aveu de Michel Beaud (*CEG*, 228) qui se voit contraint à la prudence par «l'expérience historique». Paul Sweezy (*CEG*, 234) semble ainsi ne percevoir comme possible qu'une action défensive: si nous voulons pouvoir arriver un jour à résoudre le problème à notre façon, nous devons empêcher les autres de le régler à leur manière.» Il lui apparaît même qu'en pratique, l'action pacifiste se révèle une des seules

présentement disponibles: «On ne peut songer à des voies socialistes ou progressistes pour sortir de la crise si l'on n'empêche pas la bourgeoisie américaine de nous imposer sa solution; cela signifie qu'il faut mettre fin à la course à la guerre et à la course aux armements.»

Les quelques allusions rassemblées ici rendent bien imparfaitement compte, et surtout bien partiellement, compte des thèmes développés dans *CEG* et *CQC*. Les interventions des divers auteurs, on peut tout de même le sentir aisément, diffèrent significativement de l'esprit généralement véhiculé dans les pages les plus sérieuses de divers journaux ou magazines financiers ou aux moments les plus solennels de diverses émissions nommées d'affaires publiques. Elles contribuent ainsi à mettre en lumière l'asservissement intellectuel et le désœuvrement social qui traversent les courants dominants d'analyse de la crise actuelle.

On peut sans doute, comme les auteurs de *CQC* (240), «croire que l'action sociale de l'homme pour transformer le monde est encore possible, nécessaire et urgente». La discussion par la plupart des auteurs de *CEG* et de *CQC* des interventions politiques disponibles contribue néanmoins à donner l'impression que la stagflation économique se trouve alourdie par une inquiétante stagnation politique. De cette manière, l'impotence de ceux ou celles qui ont présentement la responsabilité officielle d'élaborer des voies de solution à la crise apparaît bénéficier d'un sursis que l'impuissance politique, avouée ou non, des forces d'opposition, réelles ou potentielles, ne peut que contribuer à prolonger. À travers le déroulement de toute crise, de nouveaux rapports de force se forgent inévitablement. La forme qu'ils auront acquise à l'aboutissement éventuel de cette crise dépend en très grande partie du moment où la résistance cessera de s'exprimer en seuls termes de défense.